

## **APPEL À CONTRIBUTIONS**

**Revue internationale des études du développement N°235 2018-3**

### **« LA RÉSILIENCE EN PRATIQUES »**

#### **Coordination**

- Benoît Lallau, socio-économiste, université de Lille
- Emmanuel Mbétid-Bessane, agroéconomiste, université de Bangui
- Perrine Benoist-Laissus, socio-économiste, université de Lille

#### **De l'engouement au doute critique**

---

La résilience est, depuis près d'une dizaine d'années maintenant, l'objet d'un engouement au sein du monde de l'aide. Définie comme la capacité des communautés à faire face aux chocs, mais aussi à s'y préparer, voire à les éviter et s'y adapter sur le long terme. Elle possède une ambition forte, plus encore que la lutte contre la pauvreté et contre la vulnérabilité.

En parallèle, elle est présentée comme une rupture paradigmatique dans le champ du développement (Chandler, 2011). Elle serait un moyen pour mieux lier les temporalités de l'urgence et du développement, pour mieux coordonner l'appui, pour mieux tenir compte des représentations et des pratiques locales (Olwig, 2012). Elle permettrait donc, *in fine*, d'accroître le ratio coûts-bénéfices et la durabilité des effets d'une intervention, et de mieux assurer la viabilité des systèmes (Asprone and Manfredi, 2014).

Parée de toutes ces vertus, elle est sortie de la sphère académique sous l'impulsion de l'USAID et du DFID, puis de l'Union européenne qui en a fait un élément majeur de sa doctrine d'intervention en 2012. Toutes les institutions internationales, et en conséquence de nombreuses ONG, de même que des gouvernements nationaux, proposent désormais leur approche de la résilience.

Pour autant, et dès son apparition, cette notion a fait l'objet de nombreuses revues critiques, tendant à la rejeter d'un point de vue théorique. Elle serait :

- un postulat néo-libéral, pour lequel un individu est toujours capable de faire face et de se réaliser, quelles que soient les difficultés rencontrées ;
- conservatrice dans sa matérialisation, dans la mesure où elle viserait plus à un retour à l'équilibre et au *statu quo ante*, donc contradictoire avec son ambition de renforcement des capacités et de transformation des conditions d'existence et des modes de vie ;
- un alibi pour le désengagement de l'aide, car si les populations sont capables de mobiliser leurs propres ressources pour faire face aux risques et aux chocs, cela peut justifier une forme de repli et de mise à distance, en toute bonne conscience ;
- une nouvelle injonction paradoxale, venue de l'extérieur, car en même temps que l'on cherche à se désengager, on exige des populations aidées qu'elles fassent preuve de marques de résilience, par exemple en termes de cohésion sociale, d'auto-organisation et d'adaptabilité, pour mériter un appui extérieur ;

- enfin, un nouvel avatar technocratique du monde de l'aide, car si de nombreux « experts » de la résilience au sein des organisations internationales et des appareils de coopération s'en sont emparés, cette notion est très peu appropriée par les autorités locales, les services nationaux, les fédérations paysannes, etc.

## **La résilience au quotidien : performances, ambivalences et démesures**

---

Sans méconnaître la force et la pertinence de ces critiques, le point de départ de cet appel à propositions est différent. Nous nous fondons sur un constat simple : que l'on s'en inquiète ou s'en félicite, la résilience est, dans les années 2010, incontournable dans les discours et dans les programmes. Sa mobilisation, ne serait-ce que comme rhétorique, constitue un passage obligé pour obtenir des financements auprès de nombreux bailleurs nationaux et multilatéraux. C'est donc désormais l'usage qui en est fait qui doit être interrogé, et ce à deux niveaux : comment l'évaluer, concrètement ? Et quel changement implique-t-elle dans les programmes et dans les politiques qui s'en réclament ?

La première question part de l'idée que, si les populations des Suds n'ont, certes, pas attendu la mode de la résilience pour affronter les risques et les chocs, cette notion peut quand même, peut-être, améliorer notre compréhension de ces pratiques locales. C'est l'enjeu de l'évaluation qui est ici posée.

- Est-il possible, souhaitable de mesurer la résilience ? Si oui, comment ? À quelle(s) échelle(s) ? Sur quelle temporalité ? Face à quels types de risques et chocs ? Pour qui ? Y a-t-il des effets de seuil, permettant par exemple de distinguer la survie de l'adaptation et de la résilience ?
- Toute résilience est-elle « réalisable » et « bonne » ? Comment prend-elle en compte les dimensions de soutenabilité, d'équité ?
- Et au final, comment transposer, dans le champ des sciences sociales et des études du développement, une notion qui vient, pour l'essentiel, de celui des sciences du vivant (résilience des systèmes écologique) ? Peut-elle donner un nouvel élan aux approches systémiques, souvent jugées trop complexes, par les évaluateurs et parfois même par les développeurs ?

De nombreuses interrogations émergent donc dès lors que l'on souhaite faire de cette notion autre chose qu'une poétique métaphore. La seconde question relève de son influence dans les programmes et dans les politiques. Trois pistes de recherche se dessinent alors :

- La première peut se pencher sur la façon dont cette notion, après d'autres, est devenue dominante au sein de nombreuses institutions comme cadre d'action de l'aide, sur les enjeux politiques et les rapports de force sous-jacents, sur les difficultés et les biais d'une réappropriation locale, etc.
- La deuxième peut s'attacher à l'analyse contextualisée de programmes, de projets ou de politiques explicitement fondés sur la résilience : quelles sont les modalités de mise en place et de suivi ? Sont-elles viables, durables, différentes ou pas ? Qu'apportent leurs résultats de réellement novateur ?
- La troisième peut inciter à faire de la résilience un outil d'évaluation des pratiques de l'appui et de la cohérence des politiques publiques. En quoi des politiques peuvent-elles être considérées comme « pro-résilience » (qu'elles s'en réclament ou pas d'ailleurs) ? Peuvent-elles réellement trouver leur accomplissement par un « benchmarking de l'action » (Béné and *al.* 2015) ?

Un exemple peut éclairer cette troisième piste : il est utile d'interroger l'ambivalence des politiques européennes en Afrique de l'Ouest, lorsque, d'un côté, on appuie financièrement l'initiative AGIR<sup>1</sup>, visant à la résilience des Sahéliens face, en particulier, à l'aggravation de l'instabilité climatique, et que, de l'autre, on pousse les autorités des pays concernés à signer un nouvel accord de partenariat économique (APE), qui risque de déstabiliser des filières alimentaires fragiles ou naissantes dans ces pays, ou pour le moins, de paupériser de très nombreuses familles d'agriculteurs et de pasteurs.

---

<sup>1</sup> l'*Alliance Globale pour l'Initiative Résilience* a été lancée lors de la crise alimentaire et nutritionnelle de 2012 au Sahel, avec pour but d'atteindre l'objectif 'Zéro Faim' dans la région du Sahel d'Afrique de l'Ouest d'ici 2032.

## Axes des propositions

---

Ce dossier vise à mieux comprendre et à discuter la portée, tant analytique que normative, de la notion de résilience dans le cadre d'actions relevant du traitement de crises comme des projets de développement et des politiques liées.

Deux types de propositions sont donc attendus :

- Des analyses des pratiques locales, plutôt spontanées, en situation d'incertitude, face aux risques et aux chocs, étudiées à l'aune du prisme de la résilience. Les auteurs veilleront à proposer leur cadre d'analyse de la résilience et éviteront l'utilisation purement métaphorique de la notion. Des tentatives de réponses à certaines des questions méthodologiques posées ci-dessus devront être proposées.
- Des analyses de la façon dont le monde de l'appui (international, national, local) s'est emparé de la notion et tente de l'opérationnaliser dans ses programmes et ses projets, mais aussi en retour de la façon dont cette même notion peut modifier l'évaluation de ces interventions. Sont-elles réellement à la hauteur de l'exigence proclamée de résilience comme des attentes et des aspirations des populations locales ?

## Cadrage

---

Les auteur.e.s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé.e.s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la démographie, l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, ...

Les auteur.e.s sont invités à explorer la notion de résilience à partir d'une lecture des trajectoires internationales, nationales et locales.

Les articles pourront aborder directement certaines des questions ou des axes mentionnés, ou bien les aborder à travers des études de cas spécifiques.

La mise en contexte, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, d'études empiriques, de corpus originaux, sont attendues.

Les articles proposés devront être des documents originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les consignes aux auteurs sur le carnet de recherches des publications de l'IEDES : [iedespubli.hypotheses.org](http://iedespubli.hypotheses.org)).

## Participer au Dossier

---

Les propositions d'articles académiques exposent, en français, en anglais ou en espagnol et en 4000 signes, espaces comprises :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- La question de recherche
- Le cadre théorique
- Le terrain étudié
- Les principaux résultats
- Des références bibliographiques (hors du décompte des signes)

## Calendrier

---

- **Les propositions d'articles** sont à soumettre **avant le vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2017** à l'adresse courriel de la rédaction de la revue : [tiermond@univ-paris1.fr](mailto:tiermond@univ-paris1.fr) et à celle de Benoît Lallau : [benoit.lallau@univ-lille1.fr](mailto:benoit.lallau@univ-lille1.fr).
- **Les auteur.e.s présélectionnés** par les coordinateurs et le comité de rédaction seront prévenus par l'équipe de la revue la **semaine du 11 décembre 2017** ;
- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteurs de la revue, seront envoyées par les auteurs aux quatre courriels précités avant le **lundi 29 janvier 2018**.
- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois - chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité : **le sommaire définitif** des articles retenus pour ce numéro thématique sera rendu **le 14 mai 2018**.
- **Parution** : la sortie en librairie de ce n°235 2018-3 et prévue pour le **mercredi 20 septembre 2018**.

## Éléments bibliographiques

---

- Asprone Domenico and Manfredi Gaetano, 2014. « Linking disaster resilience and urban sustainability: a global approach for future cities », *Disasters*, vol. 39, S1 : S96-S111.
- Béné C, Frankenberger T. and Nelson S., 2015. Design, Monitoring and Evaluation of Resilience Interventions : Conceptual and Empirical Considerations », *IDS Working Paper*, Institute of Development Studies, vol. 2015, n° 459, 26 p.
- Béné C., Godfrey Wood R., Newsham A., Davies M., 2012. "Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes", *IDS Working Paper*, Number 405, september, 61 p.
- Blein R., Coste R., Leturque H., 2014. « Atouts et limites de la notion de résilience pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle », in : Châtaigner J.-M. (dir), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, Chapitre 16, p. 263-282.
- Bousquet, F., A. Botta, L. Alinovi, O. Barreteau, D. Bossio, K. Brown, P. Caron, P. Cury, M. D'Errico, F. DeClerck, H. Dessard, E. Enfors Kautsky, C. Fabricius, C. Folke, L. Fortmann, B. Hubert, D. Magda, R. Mathevet, R. B. Norgaard, A. Quinlan, and C. Staver, 2016. « Resilience and development: mobilizing for transformation », *Ecology and Society*, vol. 21, n° 3:40.
- Chandler D., 2012. « Resilience and human security : The post-interventionist paradigm », *Security Dialogue*, vol. 43, n° 3, p. 213-229.
- Constas M.A., Frankenberger T.R. and Hoddinott J., 2014. *Resilience Measurement Principles. Toward an Agenda for Measurement Design*, Resilience Measurement Technical Working Group, *Technical Series n° 1*, janvier, Food Security Information Network, Rome : FAO-WFP
- Grünewald F. et Warner J., 2012. « La résilience : concept porteur ou mot à la mode ? », *Humanitaires en mouvement*, n° 10, p. 1-5.
- Joseph J., 2013 - "Resilience as embedded neoliberalism: a governmentality approach". *Resilience*, vol. 1, n° 1, p. 38-52.
- Lallau B. et Droy I., 2014. « Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations ». In : J.-M. Châtaigner (dir.), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, chap. 9, Paris : Karthala « Hommes et sociétés ».
- Levine S., 2014. *Assessing resilience: why quantification misses the point*, *HPG Working Paper*, Londres: Overseas Development Institute (ODI).
- Olwig Mette F., 2012. "Multi-sited resilience: The mutual construction of "local and "global" understandings and practices of adaptation and innovation", *Applied Geography*, vol. 233, p. 112-118
- Reghezza-Zitt M., Rufat S., Djament-Tran G. et al., 2012. What Resilience Is Not: Uses and Abuses, *Cybergeo: European Journal of Geography*, article 621, October.